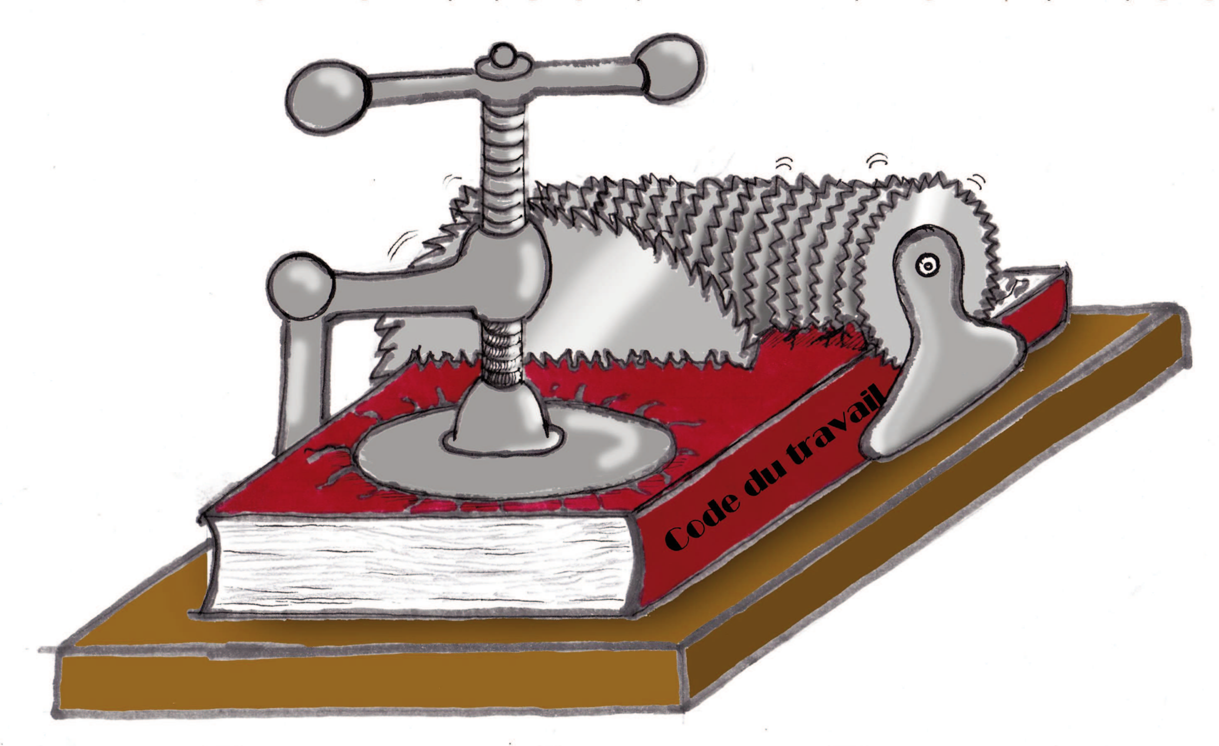


ISSN 1240-0009
CCPAP 0916 S 89086

Macron et Compagnie : la machine à détruire est en route

La Macroneuse – Réformeuse



Presse – Coupe – Rabote

et aussi : EN ROUTE POUR UN ETAT D'URGENCE DURABLE, GARANTI SANS LIBERTES AJOUTEES, ISSU A 100 % DE LA CULTURE POLICIERE /// SOCIAL - GOODYEAR : UNE REPRESSION EHONTEE /// VIVRE EN SEINE ST DENIS /// INTERNATIONAL - LA TENSION MONTE EN ALGERIE & TUNISIE /// REFLEXION MILITANTE - RÉFUGIÉS SYRIENS : LA DESTRUCTION DES LOGEMENTS, OU COMMENT CONSTRUIRE LA « CRISE MIGRATOIRE » /// APRÈS LES « REGIONALES », REFLEXIONS SUR LES REGIONALISMES /// NATIONALISME, REGIONALISME & CULTURE /// UN ESSENTIALISME MÉRIDIONAL /// CORSE : AVEC LA DÉRIVE IDENTITAIRE, C'EST TOUT LE NAVIRE QUI CHAVIRE /// N'« IMAGINE » MÊME PAS ! /// DEBATTRE, OUI MAIS COMMENT ? - PARLER DES LUMIÈRES, APPEL À CONTRIBUTION /// « NI PATRIE, NI FRONTIÈRES » /// FORUM ANARCHISTE /// ECONOMIE - ETUDE OXFAM : LES RESULTATS « LOGIQUES » DU CAPITALISME.

2 EUROS /// N°148
FEVRIER - MARS 2016

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

Macron et Compagnie :

La machine à tout détruire est en route

Ce n'est pas que nous soyons des fanatiques du droit du travail. Loin s'en faut. Il est un droit léonin, qui ne laisse au salarié que bien peu de chose. Mais, ce peu de chose est insupportable au patronat. Ce qu'il désire, ce sont des travailleurs totalement soumis, encore moins payés, jetables selon son bon vouloir. Et les désirs du patronat sont des ordres pour le gouvernement.

Eloge des patrons dont *« la vie est souvent plus dure que celle d'un salarié. Il peut tout perdre, lui,… »* (comme si les salariés licenciés ne perdaient pas tout, eux) ; propos injurieux envers les travailleurs (par exemple contre les femmes de l'entreprise Gad, traitées « *d'illettrées »*) ; provocations incessantes… accompagnent sans cesse la véritable machine à détruire les droits sociaux que Macron (banquier d'affaires jusqu'à il y a si peu), El Khomri (la ministre du travail qui ignore tout des CDD) et toute la clique ont lancé contre nous.

Chaque semaine, chaque jour la machine trouve quelque chose de plus à détruire. Elle n'a pas fini de s'attaquer au repos dominical que, déjà, elle veut imposer la dégressivité des indemnités chômage (tentant ainsi de faire porter la responsabilité du chômage non sur ceux qui le provoquent mais sur ceux qui le subissent). Et quant aux 35 heures, c'est le pompon. Tout en affirmant qu'il n'y touchera pas (en réalité, il y a déjà largement touché…) le gouvernement s'attaque à la majoration des heures supplémentaires (qu'il veut faire passer à 10 % et même moins). Or, un horaire « légal » sans majoration (ou avec une majoration ridicule) n'a plus de légal que le nom.

Toutes ces satisfactions données au patronat le sont au nom de l'emploi. Comme ce fut le cas dans l'hôtellerie en 2009, avec la baisse de leur TVA. Les patrons s'étaient engagés alors à créer au moins 40 000 emplois (et à baisser le prix de 7 de leurs produits). Résultat 6 à 7 ans après : de 6 à 9 000 (grand maximum) emplois créés, des baisses de prix que l'on cherche sur la carte des restaurants mais quelques 2,6 milliards d'euros (le manque à gagner côté impôts) restés dans la poche des patrons de l'hôtellerie. Elle est pas belle, la vie pour certains ?

(Chiffres : Rapport de la Cour des comptes)

Pont de Chaume

C'est parce qu'ils ont fait preuve d'une belle ténacité que les salariés de la clinique du Pont de Chaumes à Montauban ont fini par obtenir partiellement satisfaction. Pendant presque 2 mois de grève, tractages en ville, manifestations, occupations de bâtiments administratifs, filtrage des entrées, grèves de la faim, etc. se sont succédés pour obliger une direction particulièrement dure et anti-sociale à lâcher prise. Cette même direction témoigne maintenant d'un esprit revanchard puisqu'elle veut poursuivre un gréviste devant les tribunaux ! Une commission rogatoire vient d'être lancée.

Gardez le lien

Vous pouvez suivre notre actualité sur notre page **facebook** officielle : https://www.facebook.com/Cnt-ait-toulouse-officiel-186830011469841/
Ces informations sont également diffusées sur le compte Twitter @cntaittoulouse, là aussi vous pouvez facilement « gazouiller » vos commentaires : **https://twitter.com/cntaittoulouse**
Si vous êtes allergiques à la volubilité de Facebook et/ou à l'idée de produire un commentaire en moins de 140 caractères, vous pouvez retrouver et commenter les articles d'*Anarchosyn-dicalisme !* sur le site de veille documentaire Seenthis et ses forums publics:
http://seenthis.net/people/anarchosyndicalisme
Et vous pouvez tout aussi bien nous écrire un courriel ou un « courrier papier » aux adresses figurant dans l'encadré ci-dessous.

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 TOULOUSE

contact@cntaittoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10 €
Abonnement de soutien : 20 € ou plus

Chèques à l'ordre de :
CDES - CCP 3 087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES 7, rue St Rémésy, 31000 Toulouse

POUR TOUT PROBLEME D'ABONNEMENT :
abonnement@cntaittoulouse.lautre.net

POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR DE VOTRE ABONNEMENT

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. S'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

***ANARCHOSYNDICALISME !* Organe de l'U.R. Midi-Pyrénées de la CNT-AIT**
IMP SPE - Edité le 1er février 2016. Directeur de la publication : Entremond

EN ROUTE POUR UN ETAT D'URGENCE DURABLE, GARANTI SANS LIBERTES AJOUTEES, ISSU A 100 % DE LA CULTURE POLICIERE

Sous couvert de lutte antiterroriste, le gouvernement, appuyé par l'Assemblée nationale (551 voix pour, 6 contre, 1 abstention) a promulgué « l'état d'urgence » ; législation d'exception qui, en accroissant très considérablement les pouvoirs de la police, se situe entre le droit commun de la paix et « l'état de siège » du temps de guerre.

La démocratie est censée reposer sur l'équilibre des trois pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire). On sait déjà que cet équilibre instable penche souvent du côté de l'autorité, mais, en temps d'exception, l'un des trois piliers, la justice, passe en partie à la trappe.

« Tout individu dont le comportement est susceptible de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public » est donc désormais interpellable, sans mandat judiciaire. Le degré de dangerosité potentielle des suspects à arrêter est laissé à l'aimable appréciation de la police, dont on connaît la légendaire finesse alliée à un sens profond de la mesure et du respect des droits de l'homme.

Quand la suspicion policière (sans preuves) suffit à légitimer une arrestation – d'autant que ce soupçon concerne des actes que la personne pourrait éventuellement commettre dans un futur indéterminé – on entre de plain-pied dans le domaine de l'arbitraire.

Le pouvoir a donc lâché sa meute et si, bien sûr, des « milieux salafistes » ont été ciblés, perquisitions et assignations à résidence se sont étendues aux milieux écologistes radicaux, libertaires ou autonomes. A peu près partout où ces perquisitions ont eu lieu, les « forces du désordre » ont montré leur inégalable savoir-faire en matière de dévastation et de brutalité : portes enfoncées au bélier, appartements retournés de fond en comble, saccagés, humains plaqués au sol et menottés…

A Nice, un couple de Tunisiens a vu sa porte exploser à 4 h 30 du matin, leur fillette de 6 ans a été blessée par des éclats au cou et à la tête, et la police a quitté les lieux sans un mot après avoir constaté qu'elle s'était trompée d'adresse. En Dordogne, un couple de maraîchers bio de sensibilité libertaire voit sa maison investie à l'aube : 3 ans auparavant, ils avaient participé à une manifestation à Notre-Dame-des-Landes. A Montauban, un de nos compagnons a également eu droit à une visite nocturne accompagnée d'une assignation à résidence pendant la durée de la COP21. Pas salafiste pour un sou, il a le malheur de porter nom et prénom arabe et il a participé aux luttes de Sivens. Résultat : il a perdu son emploi à cause de la contrainte de pointer au commissariat plusieurs fois par jour. Les exemples d'erreurs diverses, de bavures variées et de « violences excessives » abondent.

Le résultat de ce déchaînement policier (3021 perquisitions et 381 assignations à résidence à la date du 7 janvier 2016) est, au vu du but affiché de l'opération (la recherche de terroristes), éloquent : il prouve avec la plus grande clarté que l'objectif affiché n'était pas l'objectif véritable.

UN « RENDEMENT » DE 1 POUR 850

En effet, malgré le « secret » dont s'entoure le gouvernement pour écarter toute question déplaisante pour lui, (en particulier sur le « profil » des personnes inquiétées, et les raisons pour lesquelles elles ont été « choisies »), les 3402 interventions policières ont donné lieu tout au plus à 25 constats d'infractions en lien avec le « terrorisme », dont 4 seulement ont été assez graves pour faire l'objet d'une procédure judiciaire*1. Soit un « rendement » de une mise en examen toutes les 850 interventions policières.

Mais alors, quel est le véritable objectif du gouvernement ?

L'odieux carnage de masse de novembre constitue pour un gouvernement, à juste titre déconsidéré dans la population, une opportunité de tenter de se refaire une santé. Il va chercher l'appui d'un électorat réactionnaire qu'il espère sensible à ses postures autoritaires et aux appels à « l'union sacrée de la patrie », électorat qu'il sait franchement hostile non seulement aux « islamistes » mais aussi aux écologistes, zadistes, syndicalistes, libertaires.

C'est pourquoi, si *« Tout individu dont le comportement est susceptible de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public »* est en principe visé par l'état d'urgence, on remarquera, sans étonnement de notre part, que les membres de la FNSEA, les nervis d'extrême-droite, les nationaux-régionalistes n'ont été que peu ou pas inquiétés. Pourtant, en termes de violences, de dégradation d'édifices publics, de destruction de bien publics, d'utilisation d'armes par destination… les agro-industriels ne se sont pas privés de passer à l'acte, et cela dans le passé le plus récent, tout comme les nationaux-régionalistes d'une certaine île (avec pour ces derniers, en plus, l'usage d'armes à feu).

En opérant, par des campagnes massives de perquisitions à spectre élargi (mais dans une seule direction) un début d'amalgame entre les terroristes jihadistes et toute une frange de l'opposition radicale, le pouvoir tente de cacher derrière un rideau de fumée son incompétence sur les sujets majeurs de société (chômage, logement, laïcité,…) et de rallier à lui la frange la plus stupide de l'opinion en criminalisant ceux qui lui font peur parce qu'ils contestent le désordre établi. Sont, pêle-mêle, visés ceux qui occupent des lieux pour s'opposer à des projets nuisibles ou tout simplement pour y habiter, mais aussi les travailleurs qui défendent, face au crime économique de leurs patrons, leur droit à la vie quitte à arracher une chemise ou à bloquer pendant quelques



heures une paire de cadres. La simple observation de l'actualité de ces dernières semaines montre que l'état d'urgence est une des deux mâchoires de la tenaille dans laquelle les contestataires sont pris, tandis que l'autre mors est constitué par des condamnations totalement disproportionnées et des licenciements-sanction, le tout sur fond de propos provocateurs de Macron et autres ministres.

L'une des fonctions premières – sinon la toute première – de l'état d'urgence est donc de tenter d'intimider, encore plus que par le passé, ceux qui, malgré l'extrême morosité ambiante, veulent encore lutter pour un autre futur, un autre monde.

Réincarner l'Etat fort et guerrier, c'est la métaphore qui permet à un gouvernement ayant atteint des sommets d'impopularité, de proclamer des lois exceptionnelles. Réclamé à cor et à cris à chaque élection par la partie de la population conquise aux idées néofascistes, l'avènement d'un « Etat fort », remède universel à tous les maux, est tout simplement repris à son compte par notre très fine équipe socialiste dirigeante.

En 1981, Robert Badinter*2, argumentant en faveur de la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, déclarait : *« Je le dis donc très simplement : les principes du droit commun, sauf pour la commodité ou les arrière-pensées des gouvernants, permettent de faire face à toutes les situations en matière d'atteinte à la sûreté de l'Etat »*. Ce qui était vrai en 1981 l'était encore plus en 2015, après 35 ans d'inflation du code pénal et du code de procédure pénale. Point de doute donc, nous sommes bien pris dans le filet des *« arrière-pensées des gouvernants »*.

D'un point de vue politicien, au sens manœuvrier du terme, l'état d'urgence vise à « siphonner » les voix des courants réactionnaires et néofascistes en appliquant à peu de chose près leur programme. Malheureusement, pour ces petits Machiavels de la manœuvre (manœuvre marine, bien entendu…), le coup de l'Etat fort que l'on sort du chapeau (dans le fol espoir de rester au pouvoir) profite toujours à la concurrence qui prend ensuite les commandes et qui dispose de l'arsenal impressionnant élaboré par ceux-là mêmes qui sont censés être ses adversaires.

Au cours de l'Histoire, les différentes Républiques d'ici et d'ailleurs, ont prévu dans leurs constitutions que, dans certaines circonstances, la démocratie devait pour se défendre d'un danger grave, renoncer à elle-même. Les lois d'exception prétendent défendre la liberté générale en limitant considérablement les libertés individuelles (déjà susceptibles d'être sérieusement malmenées en temps normal). Cette lourde contradiction n'a pas semblé heurter les divers législateurs. Pourtant, comme l'écrivait avec beaucoup de raison Bakounine, *« La liberté est indivisible, on ne peut en retrancher une partie sans la tuer toute entière »*, c'est pourquoi les liaisons dangereuses de la démocratie avec les lois d'exception ont toujours abouti à de grandes catastrophes.

1848, 1871, 1955, 1984, 2005

En juin 1848, confronté à l'insurrection ouvrière, la République se dote de lois spéciales qui lui permettent de réprimer sauvagement le mouvement. Trois ans plus tard, elle succombe : en utilisant ces mêmes lois, Napoléon III liquide la République et prend le pouvoir.

En 1871, ce sont toujours ces lois qui servent de cadre légal au gouvernement versaillais pour écraser dans le sang la Commune…

Plus près de nous, c'est en avril 1955 qu'apparaît pour la première fois la fameuse loi dite d'état d'urgence. C'est une loi coloniale destinée à écraser le mouvement d'insurrection algérien. Promulguée pour une durée de 12 mois, elle ne parvient pas, malgré des mesures répressives féroces, à stopper la révolte. C'est pourquoi un certain Mitterrand demande avec Guy Mollet*3 aux députés de voter la loi dite des *« pouvoirs spéciaux »* qui a pour conséquence immédiate de généraliser l'emploi de la torture (que l'état d'urgence avait déjà instaurée). Durant les huit années que dure la guerre d'Algérie, armée et police pourront torturer des milliers et des milliers de suspects en toute « légalité ».

Les lois d'exception traînent dans leur sillage une forte odeur de sang et de carnage. Ce fut le cas avec la proclamation de l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie en 1984.

En 2005, face à la révolte des banlieues, l'état d'urgence est imposé dans une vingtaine de départements. Il donne un puissant coup d'accélérateur à l'islamisation en profondeur de toute une frange de la population.

Réactiver en 2015 cette loi coloniale dans un contexte extrêmement tendu, alors que la xénophobie et le racisme tiennent de nouveau le haut du pavé, relève de la manœuvre à haut risque pour l'avenir.

Quant aux fanatiques prêts à mourir après avoir tué, ils sont parfaitement insensibles à ce genre de pression. Pire, l'état d'urgence leur offre une superbe possibilité d'augmenter leur « vivier ». Il suffit, pour comprendre cela, d'avoir assisté à l'une de ces magnifiques opérations dans un quartier sensible. Le bouclage pendant plusieurs heures de toute une zone, l'agitation de dizaines et de dizaines de « RoboCops », encagoulés, casqués, surprotégés, surarmés, les cris, l'explosion des portes, les pleurs des enfants de tout un immeuble, l'hélicoptère qui tourne par-dessus, le tout en pleine nuit, à l'improviste, contre des gens qui n'ont rien à se reprocher ne peut produire, dans tout le voisinage, qu'un sentiment de dégoût profond, d'injustice, de rancœur, qui se transformera, chez quelques uns, en désir de revanche. Les jihadistes peuvent donc se frotter les mains, tout comme les Sarkozy et autres Le Pen qui voient dans l'état d'urgence le début de concrétisation de leur ligne politique, celle qui peut conduire jusqu'à des camps d'internement dont ils réclament déjà l'ouverture.

_1.- Chiffres tirés de la très droitière BFM-Télé, *« Deux mois d'état d'urgence: le bilan en chiffres »*, http://www.bfmtv.com /societe/deux-mois-d-etat-d-urgence-le-bilan-943247.html. Par ailleurs, les perquisitions ont permis de saisir des armes, des stupéfiants et de la viande halal périmée dans certains magasins, toutes choses qui auraient été aussi bien saisies lors de procédures normales. _2.- Ministre de la Justice lors de cette déclaration, puis président du Conseil constitutionnel _3.- A l'époque, Président du conseil.

GOODYEAR :
UNE REPRESSION EHONTEE

En 2007, la multinationale Goodyear-Dunlop, pour augmenter ses bénéfices (cette année-là, cette société avait dégagé au plan mondial plus de un milliard de dollars de gains !) demande aux salariés de ses deux sites amiénois de travailler plus longtemps et d'augmenter les cadences, avec en particulier la mise en place d'une organisation du travail en 4x8 au lieu des 3x8 en usage jusque-là. Ces horaires, très dommageables pour la santé des salariés, permettent de mieux rentabiliser l'outil de travail.

Lors d'un référendum, les salariés marquent leur nette opposition à ce projet. Mesure de rétorsion : peu de temps après, la direction décide de licencier 402 employés. La CGT, premier syndicat dans la boîte, conteste ce plan devant les tribunaux et obtient son annulation.

Rebelote deux ans après. En 2009, la direction remet ça et avance un plan (dit) social qui prévoit 817 licenciements. Ce plan est lui aussi refusé par les tribunaux.

Pendant toute cette période de conflit, Goodyear stoppe tout investissement dans son usine et la productivité, de ce fait, se dégrade.

Le 31 janvier 2013, la direction annonce la fermeture de l'usine et le licenciement de tous les salariés. Le tout en subissant les calomnies du PDG de Titan, supposé repreneur, qui se permet d'écrire dans une lettre officielle au ministre du Redressement productif, le 8février 2013, qu'il a visité qu'il a *« visité plusieurs fois »* l'usine d'Amiens-Nord et que *« Les salariés français touchent des salaires élevés mais ne travaillent que trois heures. Ils ont une heure pour leurs pauses et le déjeuner, discutent pendant trois heures et travaillent trois heures. Je l'ai dit en face aux syndicalistes français. Ils m'ont répondu que c'était comme ça en France. ».* Bref, qu'il s'agit de *« soi-disant ouvriers ».*

Des propos totalement inacceptables que le PDG de Titan a pu répandre dans la presse alors que les conditions de travail de Goodyear sont particulièrement pénibles. Outre les horaires décalés, les ouvriers manipulent des charges lourdes dans une atmosphère saturée de HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques, du fait de l'utilisation de noir de carbone pour la fabrication du caoutchouc) et cela sans protection particulière pendant des années. Or, les HAP font partie de la famille des produits cancérogènes.

Les 6 et 7 janvier 2014, quelques jours avant la fermeture définitive des portes, plusieurs dizaines de salariés, pleins de colère et d'amertume retiennent, sans violences physiques, en présence de journalistes, 2 directeurs dans leurs bureaux puis les relâchent au bout d'une trentaine d'heures. Dans un premier temps, la direction de l'usine et les cadres concernés, portent plainte puis, dans un deuxième temps, ils retirent cette plainte. C'est donc en fin de compte à la demande du seul ministère public (c'est-à-dire de l'Etat) que le procès est maintenu.

Le 12 janvier 2016, un tribunal condamne huit travailleurs de l'usine Goodyear d'Amiens à 24 mois de prison dont 9 fermes, soit un total de 192 mois de prison dont 72 fermes !

Le procureur voulait une peine exemplaire ; il l'a eue car c'est la première fois depuis plus de 50 ans que des travailleurs défendant leurs emplois sont condamnés pour des faits de cette nature.

FAISONS LES BILANS

CÔTÉ PATRON :

Sur le plan légal : par deux fois, Goodyear a cherché à licencier massivement des salariés. Par deux fois, ces licenciements sont déclarés illégaux par des tribunaux. Qu'à cela ne tienne, laissant volontairement pourrir l'outil de travail, en 2013 Goodyear licencie finalement 1143 salariés en toute tranquillité. Aucune condamnation.

Sur le plan financier : la santé de Goodyear (qui a délocalisé en Russie ce qu'il faisait à Amiens) est florissante. En 2015, il a dégagé 2,5 milliards de dollars de bénéfices, ce qui lui a permis de verser 800 millions de dollars aux actionnaires.

CÔTÉ SALARIES :

Sur le plan humain : fin 2015, le bilan humain se chiffrait comme suit : 12 morts (dont 3 suicides, 9 morts prématurées par maladie). Pour les vivants, si l'on ôte les 130 retraités et les 120 ex-salariés qui ont trouvé un CDI, il reste 881 personnes dans la précarité ou la misère, qu'elles soient en CDD, en intérim, qu'elles tentent de vivoter plus ou moins après avoir créé leur « entreprise » artisanale, ou encore pour une écrasante majorité (environ 700 personnes) qu'elles pointent au chômage.

Sur le plan légal : huit salariés, copieusement calomniés par un patron, ont été condamnés à un total de 192 mois de prison dont 72 fermes pour avoir retenu deux directeurs 30 heures chacun.

Soit plus d'un mois de prison ferme pour chaque heure de rétention d'un directeur.

A titre de comparaison, au moment du procès des salariés de Goodyear, la marchande de sommeil, propriétaire de l'hôtel Paris-Opéra dont l'incendie en 2005 avait tué 24 êtres humains, dont 11 enfants, était jugée responsable par la Cour d'appel de Paris et condamnée à deux ans de prison ferme.

Soit un mois de prison par être humain brûlé vif ou écrasé au sol en tentant de s'échapper.

Vous avez dit « Justice » ?

Pour suivre l'actualité de Goodyear, soutenir, voir le fil ouvert sur le Forum anarchiste (rubrique « Luttes actuelles ») depuis 2009. Vous y trouverez, entre autre, les communiqués de diverses organisations libertaires (FA, CGA, OA Perpignan), de la CGT Goodyear ...

http://forum.anarchiste.free.fr/viewtopic.php?f=11&t=1953

VIVRE EN SEINE ST DENIS

La Seine-Saint-Denis fait régulièrement la « une » des journaux pour ses actes de délinquance et la grande pauvreté qui y règne. Mais finalement, peu de gens la connaissent vraiment. Voici quelques informations sur sa situation et son évolution prévisible.

Avec ses 236 km2, le département de Seine-Saint-Denis couvre une toute petite surface, inférieure à celle de la ville de Marseille, par exemple, (241 km²). Il est constitué de petites (en taille) villes comme Saint-Denis, Aubervilliers, Villepinte, Montreuil… qui, pour certaines, ne dépassent pas le kilomètre carré. Le revenu moyen est supérieur à la moyenne française, mais cela cache d'énormes disparités. Ce qui choque, quand on vit ici, c'est l'extrême concentration de la misère.

Les grands ensembles du genre « Sarcelles », sont assez rares, mais les petites cités y sont très nombreuses, avec une pauvreté extrême et un chômage omniprésent.

Les transports sont particulièrement mal organisés. Comptez souvent une bonne heure pour faire une dizaine de km. Certaines villes (les plus pauvres) peuvent être particulièrement enclavées, avec parfois une heure de transport pour accéder au RER, train de banlieue qui permet de se rendre à Paris et dans le reste de l'Ile de France.

La Seine-Saint-Denis est particulièrement surveillée par l'Etat. Il y expérimente de nouvelles méthodes de maintien de l'ordre qu'il généralise par la suite à l'ensemble du territoire si elles marchent. Il y a inventé, il y a quelques années les BST, brigades spécialisés de terrain. D'après la préfecture, *« les Brigades spécialisées de terrain (BST) ont été conçues, dans une logique de mobilité et de proximité, comme un outil opérationnel de lutte contre la délinquance de voie publique et les violences urbaines, mais aussi comme le moyen de créer des liens de proximité renforcés avec les habitants des quartiers concernés par leur déploiement. »*

Derrière ce vocabulaire très technocratique se cache une brigade qui fait passer les BAC pour de gentils bisounours. Le dernier fait d'armes des BST a déclenché deux nuits d'émeutes à Pantin. Le 26 décembre, alors que des jeunes étaient tranquillement en train de bavarder en bas d'un immeuble, la BST a déboulé et les a maltraités. En voyant son fils pris à parti par la police, une mère de famille demande à la BST de faire preuve de modération. Mal lui en a pris, elle s'est fait littéralement lyncher par cette brigade, qui a certainement vu là un moyen de *« créer des liens de proximité »*. La mère de famille a eu 10 jours d'ITT. Son dépôt de plainte n'a pas été accepté à Pantin, elle a dû se rendre à Paris pour pouvoir exercer ce droit. Heureusement pour elle, la scène a été filmée par une habitante des lieux, et la vidéo est explicite.



Ces violences ne sont malheureusement pas exceptionnelles. C'est le quotidien des habitants pauvres du département, qui, en plus de subir la violence de la police, doivent affronter les vexations de l'administration. La Seine-Saint-Denis héberge un très grand nombre d'immigrés qui n'ont pas la nationalité française. Obtenir un titre de séjour est un véritable parcours du combattant semé d'embuches, et dont les règles ne sont connues que de l'Etat. Souvent la préfecture refuse de reconnaître les dispositifs de formation dans lesquels sont inscrits les étrangers. Et pour cela, tous les prétextes sont bons : demande de certificats de scolarité alors que les établissements sont fermés, demande d'actes de naissance alors que le pays d'origine est en guerre civile, etc. Parfois, quand ces documents sont fournis, ils sont disqualifiés au bon vouloir du fonctionnaire qui s'occupe du migrant.

TOUT CELA VA CHANGER!

L'Etat et ses valets des collectivités locales sont décidés à ce que cela change. Mais ne nous méprenons pas. Il ne s'agit pas de rendre la vie des pauvres plus facile.

Du fait du prix de l'immobilier dans la capitale, de plus en plus de personnes de la classe moyenne la quittent et viennent s'installer dans le département (prix d'achat bien plus bas). Mais cette nouvelle population a des exigences. Il ne s'agit pas pour elle de vivre avec des miséreux. Les mairies voient là l'opportunité de faire partir les pauvres. Dernier exemple en date, le maire UDI de Saint-Ouen a décidé de diminuer de 43 % à 30 % le quota de logements sociaux de sa ville. Sa méthode : fusionner l'office public de l'habitat avec un prestataire privé. Ce qui entraînera une hausse de 20 % des loyers concernés. L'opposition théorique du préfet ne fait pas reculer notre édile. Il est bien décidé à faire partir le plus de pauvres possible dans les délais les plus brefs.

Ce qui se passe à Saint-Ouen est représentatif d'une tendance lourde dans le département. La volonté des municipalités de *« créer de la mixité sociale »* n'est qu'une manière de faire fuir les pauvres toujours plus loin de Paris. Et souvent, contrairement à Saint-Ouen, avec la complicité des services de l'Etat. La création du Grand Paris, avec ses nouvelles lignes de métro qui desserviront la banlieue, généralisera le processus et ghettoïsera encore plus les quartiers populaires… s'il en reste. Les hausses de loyer qui se produiront mécaniquement avec l'arrivée de nouveaux transports en communs, repousseront les pauvres à l'extérieur du département ou bien les maintiendront dans des quartiers enclavés d'où il leur sera de plus en plus difficile de sortir. Beau « changement ».

Réfugiés Syriens :

La DESTRUCTION des logements, ou comment CONSTRUIRE la « crise migratoire »

Depuis le mois de Décembre l'intensité de la lutte pour la défense du logement des familles de réfugiés syriens est montée de plusieurs crans*1. Face à notre demande de réquisition de la barre d'immeuble des Izards, où ils se sont auto-logés, le bailleur Habitat Toulouse, toujours dans son refus de faire la moindre concession d'ordre humanitaire, a choisi de commencer à mettre en œuvre une scandaleuse politique de terre brûlée.

Alors même que de leur propre aveu il y a pénurie de logements sociaux, les responsables de cet organisme supposé social ont organisé la destruction systématique d'appartements, mettant de facto à la rue femmes, enfants et vieillards. Les journées du 13 et 14 décembre nous ont clairement montré de quoi le Pouvoir était capable.

Ces jours là, l'affaire était pourtant simple. Une petite communauté de religieuses, locataire en règle d'un appartement en parfait état (et même coquet), déménageait. Une famille de réfugiés syriens (avec un enfant handicapé) souhaitait prendre place dans les lieux ainsi libérés. Le 13 décembre tout cela avait été discuté avec les habitants de la barre. L'arrivée d'un « représentant »du DAL, très sûr de lui, prêt à prendre en main la direction des opérations, affirmant tout connaitre du dossier alors qu'il n'en était rien (Ex. : il pensait que les religieuses étaient expulsées…), et promettant qu'il allait revenir le lendemain avec ses forces, son « réseau » (au moins une dizaine de personnes selon ses dires)… aurait du nous mettre la puce à l'oreille.

Au jour dit, le 14, non seulement personne n'est venu en renfort mais curieusement les réfugiés ne se sont pas sortis de leurs appartements. Face à un dispositif d'envergure constitué de représentants de Habitat Toulouse, de démolisseurs professionnels, de vigiles postés en permanence jour et nuit sur le seuil de l'appartement en question, les compagnons de la CNT-AIT qui avaient pu se déplacer se sont retrouvés bien seuls et impuissants. Habitat Toulouse avait été parfaitement informé de nos projets, et face à sa détermination de tout casser, l'absence de mobilisation a transformé cette journée qui aurait pu constituer une petite victoire de plus en une défaite lourde de conséquences. L'appartement a été immédiatement cassé au lieu d'être occupé. Effet psychologique garanti. Par la suite ce sont carrément des pavillons entiers qui ont été rasés dans la cité.



Tout ceci me pose des questions, que signifie ici l'absence totale des associations ? Pourquoi si peu de solidarité parmi les réfugiés ce jour là ? Pour y répondre, je ferai un aller-retour avec le contexte national.

Un mouvement de population est une chose sérieuse qui peut se passer au mieux si deux conditions sont réunies : la décence de l'accueil d'abord et la qualité du dialogue ensuite. Je parlerai clair, le dialogue, dans le contexte actuel, c'est aussi mener au mieux sur ce terrain la bataille idéologique contre les islamistes. Or rien n'est fait au mieux, tout est fait au pire, pour que cela se passe le plus mal possible. L'exemple de Calais le montre. Cette situation inhumaine est entretenue, depuis des années, par l'Etat de la sixième puissance économique mondiale. Le mot « jungle » est significatif. La « loi de la jungle » est régulièrement invoquée, depuis Hobbes et sa reprise de l'adage latin « L'homme est un loup pour l'homme », pour justifier les forfaits du capitalisme. La volonté politique de casser les logements sociaux aux Izards n'est que l'écho de la volonté politique générale de créer et maintenir une jungle à Calais.

Observons, dans ce mouvement, l'action des associations, elle se fait à deux niveaux, le premier est celui de celles qui s'investissent dans la logistique (donner à manger, aider à se loger, aider dans les différentes démarches,..) c'est le niveau de la solidarité directe, celui que nous encourageons. Le deuxième niveau est celui de militants associatifs qui sont en fait des militants d'organisations politiques (ou leurs « compagnons de route »). Ils veulent « représenter ». C'est pourquoi, ils organisent des manifestations, ils parlent aux médias, mais aussi, ils dirigent les stratégies en fonctions de leurs intérêts, quitte à noyer le poisson, à dissuader de participer à telle ou telle initiative concrète. Derrière leur agitation spectaculaire, qui profite bien peu aux réfugiés, il y a surtout une course aux subsides et aux places avec, comme corolaire, la reprise du discours dominant qui consiste à essentialiser le « migrant ».

Or, nous n'avons pas affaire à un « migrant-moyen » mais à des êtres humains bien différents, aux trajectoires parfois opposées. Pourtant cette réduction est largement admise et sa conséquence est de clore systématiquement toute possibilité du dialogue nécessaire, ne serait que sur « qui », « pourquoi » et « comment » on soutien les personnes réfugiées.

La construction de la « crise migratoire » marche donc sur deux pattes, une pénurie matérielle voulue et organisée par l'Etat et ses affidés et une notion réductrice de « migrant » entretenue par le discours dominant. Alors il n'y a donc rien d'étonnant, quand on dénonce concrètement ce scandale, à ce que le premier nous donne des coups et que les propagateurs du second nous fassent des crocs en jambe.

_1.- Voir nos numéros antérieurs.

Notre photo : un des appartements, en parfait état, détruit par Habitat Toulouse.

LA TENSION MONTE EN ALGERIE & TUNISIE

L'économie algérienne est au plus bas depuis la chute du baril du pétrole. Le régime de Bouteflika, le vieux président en fauteuil roulant, ne pourra certainement pas régler les problèmes sociaux qui traînent depuis des années. Le pouvoir algérien, tout en s'étant engraissé pendant des décennies, avait pu acheter ces derniers temps, avec les revenus du pétrole, un semblant de paix sociale. Il n'est plus en état de le faire.

Le chômage est de 10 % et touche plus d'un quart des jeunes. Comme dans de plus en plus de pays aujourd'hui, la vie est de plus en plus difficile. Ce qui provoque périodiquement de grandes manifestations, notamment en 2011, à cause du renchérissement du prix des denrées alimentaires.

En Algérie, les manifestations finissent très souvent en émeutes, car toute manifestation est férocement réprimée par la police et l'armée, dans le silence des médias internationaux.

Avez-vous entendu parler des dernières émeutes, celles qui ce sont déroulés autour du 16 janvier 2016 dans plusieurs localités de la wilaya de Batna, dans l'est algérien ? Pourtant, elles ont été violentes, une mairie a même été incendiée. Mais elles n'ont pas trouvé grand écho dans les médias européens alors qu'elles méritent tout notre soutien et notre solidarité. Dans la commune de Oued El Ma (à l'ouest de la ville de Batna) des jeunes sont sortis dans la rue pour protester contre la malvie. A Batna, les manifestants se sont attaqués à la prison de la ville, cherchant à libérer les prisonniers. Arrestations arbitraires, violations de domiciles et destruction de biens privés par la police s'en sont suivi.

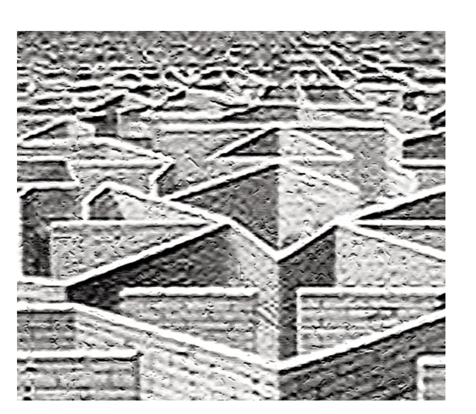
Le déclenchement de ses manifestations, selon l'information officielle algérienne, serait consécutif à une histoire de projet de station fonctionnant à l'énergie solaire. On peut en douter.

Sur les vidéos qui circulent (et dans les quelles on voit des manifestants à visage découvert – c'est pourquoi je ne les fais pas, pour ma part, circuler) on peut entendre en effet *« ulash smah, ulash… »* un slogan souvent scandés dans toutes les manifestations en Kabylie, depuis les assassinats de manifestants en 2001, qui signifie *« Pas de pardon »*.

Les conditions de vie en Algérie et la colère grandissante en ces périodes difficiles pourraient être des éléments pour que la révolte s'étende à travers tout le territoire. Mais le régime algérien, tout comme le régime syrien l'a fait pour affaiblir la révolte, joue le communautarisme, fait mousser les conflits intercommunautaires pour éviter une trop grande solidarité entre des gens qui ont pourtant d'importants intérêts communs. En juin 2001, de nombreux Berbères ont fait les frais de cette politique : l'accueil des habitants d'Alger n'a pas été tout à fait ce à quoi ils s'attendaient. Venus manifester en masse pour dénoncer les meurtres commis par les forces de l'ordre contre une jeunesse révolté, ils n'ont reçu que du mépris.

Mais c'est aussi dans des périodes difficiles que la population peut briser bien des murs et passer le cap de l'identité, des racines, des rancunes du passé, pour faire front face aux tyrans qui leur opposent, comme ils ont toujours fait, la violence étatique et une propagande haineuse.

Le recrutement massif de policiers lancé tout récemment par le gouvernement algérien est certainement une preuve des tensions existantes.



TUNIS, SIDI BOUZID, MÊME COMBAT.

En Tunisie, le chômage et la précarité font sortir à nouveau dans la rue les gens qui avaient poussé le Ben-Ali vers la sortie. Cet ex-président vit dans un très grand confort, tout comme sa fille qui est bien installée aux Seychelles. Ils ne manquent de rien, contrairement aux chômeurs de Tunis, de Sidi Bouzid, qui eux ne se réjouissent pas de leurs nouvelles conditions de vie. Même s'ils ne sont pas de même ampleur que les manifestations du printemps de 2011, les mouvements actuels sont en tous cas un signe et le constat que peu importe la personnalité qui est au pouvoir, rien ne s'arrange pour ceux qui n'y sont pas. Le pouvoir qui vient d'ailleurs d'annoncer qu'il ne pourra pas faire grand-chose, *« Nous n'avons pas de baguette magique pour donner de l'emploi »*, voila exactement ses termes. Par contre, pour la répression, il a une baguette (ou plutôt une matraque) magique : un couvre-feu à été instauré. Voilà une réponse bien rapide, tout comme l'arrivée des forces de l'ordre pour réprimer les manifestants et l'annonce officielle que les actions violentes viendraient des *« mains malveillantes »*, veillant ainsi à faire apparaitre le spectre de l'islamisme radical, alors que la première revendication des manifestants est *« Non au chômage »*, ce qui n'a rien à voir avec les revendications de l'Etat Islamique.

Puisque les gouvernants n'ont pas de solution, c'est aux gens d'en trouver comme ils ont su le faire dans l'histoire, en Espagne (1936), ou en Argentine (2001) : occupation, expropriation, auto-organisation, reprise en main des outils de production… Ou bien créer quelque chose de nouveau où d'autres pourront prendre exemple… Dans tous les cas, beaucoup de Tunisiens surveillent de près les agissements de ceux qui sont à la tête du pays, et ont l'air prêts à remettre leurs revendications sur la table, la révolution est loin, on peut l'espérer, d'être terminée.

Après les « régionales »

REFLEXIONS SUR LES REGIONALISMES

La fusion de 16 anciennes régions en 7 nouvelles (et donc le passage de 22 régions métropolitaines à 13 – auxquelles il faut ajouter 5 régions outre-mer) et le « poids » ainsi acquis par ces collectivités qui veulent, toutes, dans une sorte de concurrence, se prévaloir d'une « identité » spéciale, n'est certainement pas pour rien dans le déploiement inégalé de propagande ethno-régionaliste que nous avons subi un peu partout en France à l'occasion des élections régionales du mois de décembre dernier. Comme l'on pouvait s'y attendre vu leur niveau, tous les politiciens – du Front national au Front de gauche – plutôt que de faire face au futur se sont tournés vers le passé. De la Bretagne au Languedoc-Roussillon en passant par l'Alsace ou la Corse, rien ne nous a été épargné, ni les drapeaux régionaux (le plus souvent d'invention récente) sur les affiches, ni les éloges de la « culture », de la langue, ni l'affirmation par les divers candidats de leurs racines, de leur identité,… tous ou presque ont repris un ou plusieurs des thèmes de cette propagande nauséabonde.

Pour ceux qui en auraient encore douté, la preuve des liens politiciens entre « langue », « culture » et « nation » nous a été servie comme sur un plateau. Pourtant, en vérité, rien de plus opposé que « culture » et « nation » comme le démontre R. Rocker.



Nationalisme, regionalisme & culture

Contrairement à l'idée propagée par presque tous les politiciens (et qui, reconnaissons-le, est devenue dominante dans la population), il n'existe strictement aucun rapport positif entre Nationalisme et Culture. Au contraire, le nationalisme s'oppose à la culture et vice-versa. Rudolph Rocker en fait la démonstration avec brio dans *« Nationalisme et Culture »*, un ouvrage de plus de 600 pages qui n'a pas reçu encore en France la diffusion qu'il mérite.

Au fil des chapitres, à l'aide de centaines de références (et au risque de paraître fouillis) Rocker aborde de multiples domaines. Philosophie, linguistique, biologie, sociologie, ethnologie, architecture,… sont analysés pour conclure que, partout, la Culture est une transformation, produite par un brassage universel de l'activité intellectuelle, un processus que Goethe qualifiait de *« libre et générale coopération »* entre les individus.

A contrario, toute institution qui impose aux êtres humains une relation de dépendance à un imaginaire indépassable, à un cadre de référence sacralisé, s'oppose à ce processus. C'est le cas des religions et des nationalismes (dont les régionalismes ne sont qu'une des formes). Les barrières mentales et physiques qu'ils dressent imposent autoritairement une sclérose à la pensée. Tout l'inverse de la Culture. Car le processus culturel n'est ni imperméable ni immuable, il est mouvement. Il ne respecte rien, ni les croyances les plus profondes ni les traditions séculaires. Toutes ces représentations fixistes, qui ont été rebaptisées « cultures » par la grâce du relativisme postmoderne, ne sont en réalité que des carcans qui, en se voulant pérennes et « purs » (de la contamination étrangère…) s'opposent au processus culturel universel. Rocker le démontre : seul un esprit Libre est un esprit créatif. Bref, il n'y a pas de Culture sans Liberté.



Un exemple de la façon dont Rocker utilise son érudition pour en extraire la substantifique moelle qu'il nous fait partager, se trouve dans la vingtaine de pages (501 à 524) du chapitre 24 dans lesquelles il montre, à l'aide d'un résumé de l'histoire des sciences d'Aristarque de Samos à Einstein en passant par Darwin, comment le processus des découvertes a constamment été en butte au Pouvoir tant religieux que politique et comment il ne triomphe que par la force de volonté des individus de tous horizons, déterminés à le défendre avec courage. Cette dynamique démontre également qu'il n'existe pas de création intellectuelle originale. Toute création si géniale soit-elle bénéficie de découvertes antérieures, faites un peu partout dans le monde à différentes époques ! De ce point de vue, on peut même dire que la réflexion générale que développe Rocker précède celle du philosophe des sciences Thomas Kuhn expliquant dans son célèbre ouvrage *« Structure des révolutions scientifiques »* (1962), que tout changement de paradigme scientifique provoque, en retour, une rupture du cadre institutionnel de ce paradigme.

Lire *« Nationalisme et Culture »*, c'est comprendre que l'essence de l'anarchisme consiste à se situer clairement du côté de la Culture dans son conflit permanent avec le Pouvoir, à se placer en dehors des institutions, à refuser tout compromis avec elles. C'est ainsi qu'historiquement l'humanité a triomphé de la barbarie.

Un essentialisme méridional

En revendiquant une « identité occitane », une identité du « sud de la France » opposée à celle du nord ou l'on parlait les « langues d'Oïl », le mouvement occitaniste fait, de facto, l'hypothèse qu'il y aurait une différence entre l'homme du nord et l'indigène méridional qu'il essentialise.

LE SERPENT RACIALISTE SE MORD LA QUEUE

Tout en dénonçant les thèses racistes tendant à caricaturer le sud de la France, les occitanistes, dans leur volonté de mettre en avant une identité qui leur serait spécifique, valident finalement la thèse raciale, ethnique, puisqu'ils trouvent des « racines » à un « peuple occitan », ce qui lui donnerait des « spécificités » (positives bien sûr : peuple accueillant, ouvert d'esprit, ayant un passé culturel prestigieux, etc.). En cela, ils ne diffèrent pas des autres indépendantistes ou autonomistes comme ceux de Bretagne, de Corse ou d'Alsace – qui vantent, eux aussi, les qualités intrinsèques de leur peuple (accueillant, ouvert d'esprit, ayant un passé culturel prestigieux, etc.) – et qui, peu ou prou, sont des mouvements de pensée dans lesquels les militants tentent de « retrouver » (en fait, d'inventer) une pureté, une souche, des racines. Or, quand des « racines » spécifient une identité collective, on est exactement dans la définition d'une idéologie racialiste ; les « racines » jouant ici le rôle que « les gènes », la « couleur de peau », la « morphologie » ont joué autrefois dans les thèses racistes[*1].

Un autre sophisme habituel des ethno-régionalistes est de tenter d'enfermer le débat dans un schéma binaire : centralisme contre régionalisme. En qualifiant de « jacobins » tous ceux qui les critiquent, ils veulent empêcher l'émergence de toute autre perspective (comme celle de la possibilité d'une société sans frontières) car ils n'existent qu'en miroir du centralisme de l'Etat national auquel ils s'opposent, tout en partageant, comme nous allons le voir, un énorme point commun avec lui.

Le principal argument des militants régionalistes est que les dialectes vernaculaires n'auraient disparu que sous les effets d'une interdiction édictée par les « Jacobins ». Cet argument « oublie » au moins deux choses. D'abord que la monarchie française n'a fait qu'évoluer, au cours des siècles, vers un centralisme désastreux[*2], ensuite et surtout, que le premier acte des « Jacobins » n'a pas été du tout d'interdire les patois mais les regroupements de travailleurs contre la bourgeoisie[*3]. Or, dans les faits, tous les ethno-régionalismes suivent exactement cette même ligne politique : certes, ils n'interdisent pas les regroupements de travailleurs, mais ils leur imposent, au nom des *« intérêts supérieurs de notre chère région »* de faire bloc avec leurs exploiteurs, ce qui revient finalement au même. Les *« Bonnets rouges »* en ont donné un exemple frappant.

Mais revenons à la disparition des dialectes. L'école s'est faite en français, les patois n'y avaient pas cours, « l'identité » locale aurait été stigmatisée, entraînant une certaine honte de parler patois chez le locuteur. Ainsi auraient été tués ces parlers.

Tout d'abord, si le patois était interdit à l'école, cela veut-il dire que le patois est forcément une bonne chose ? Ce raisonnement manichéen, qui veut que quelque chose d'interdit soit forcément bien, ne tient pas la route, sinon le cannibalisme, qui lui aussi fut traditionnel et est maintenant interdit, serait une bonne chose...

Deuxièmement, comment croire qu'un patois adulé de tout un peuple ait pu être supprimé en quelques dizaines d'années seulement[*4], uniquement par l'action d'instituteurs autoritaires empêchant les enfants de l'utiliser à l'école alors qu'ils pouvaient le parler librement à la maison et partout ailleurs ? De même, si les locuteurs avaient réellement été enracinés dans les traditions locales, le fait d'entraver leur pratique les aurait plutôt encouragés à lutter pour les perpétuer…

Il faut donc sortir de cet argument simpliste, destiné à faire vibrer la corde émotionnelle. Si, indéniablement, l'école a joué un rôle dans l'effacement des patois, vouloir en faire l'unique raison de leur disparition est une escroquerie intellectuelle.

Car, si les parlers locaux ne sont plus pratiqués, c'est surtout le résultat d'une importante désaffection populaire. Nombreux ont étés, dans le peuple, ceux qui ont voulu

---

Depuis les dernières élections départementales, un immense drapeau prétendument occitan flotte sur l'hôtel du département de Tarn-et-Garonne. Les nostalgies nationalistes du nouveau locataire des lieux ne s'arrètent pas là puisqu'il a décidé d'« occitaniser » les entrées de village. Un lecteur nous a transmis ce courrier :

Jadis les entrées de nos gracieux villages étaient ornés de panonceaux indiquant les horaires des offices religieux et nous étions quelques bouffeurs de curés à prendre nuitamment du plaisir à les repeindre au nom de notre conception de la laïcité, avant que tout le monde s'engouffre dans sa prétendue défense. Aujourd'hui, notre conseil départemental de Tarn-et-Garonne et sa nouvelle gouvernance ont décidé de compléter les noms auxquels nous étions habitués en ajoutant des appellations barbares prétendues occitanes. A la traduction parfois très approchante, au fait que cela ne peut que compliquer le repérage par des non initiés, que le vivre ensemble en prend encore un coup,... il faut ajouter le coût de l'opération. Les bénéficiaires des minima sociaux (AAH, RSA) qui se voient exclus de leurs droits pour raison d'économies budgétaires et les associations dont les subventions sont diminuées ou sucrées apprécieront certainement qu'il y ait tant d'argent pour notre occitanisation !

apprendre le français – parfois de haute lutte. Ainsi, le Breton Jean-Marie Déguignet (1834-1905) nous explique-t-il combien l'apprentissage du français fut une libération pour lui, avant d'ajouter : *« (…) ces régionalistes (…) travaillent (...) à parquer les exploités en s'efforçant, en recommandant à leurs sous-ordres, petits curés et petits maîtres d'écoles, de maintenir parmi les enfants, petits et grands, la langue et les vieilles mœurs bretonnes. Car ces coquins savent bien que tant qu'on tiendra les Bretons dans ces mœurs sauvages, et tant qu'ils ne pourront lire que des livres bretons (…) ceux-ci resteront dans l'abrutissement, dans l'avachissement et dans l'imbécillité, c'est-à-dire dans les meilleures conditions possibles pour être exploités sous toutes les coutures. »*. C'est écrit il y a plus de cent ans, mais tellement d'actualité ![*5]

C'est donc une position victimaire, historiquement fausse, qui sert d'argument essentiel aux ethno-régionalistes. Cette position présente un autre avantage : elle interdit d'interroger leur histoire (on ne demande pas d'explications aux « victimes », et on leur passe volontiers leurs « petites erreurs »). Or, les « racines » historiques de l'occitanisme – pour revenir à celui-ci – sont loin d'être progressistes et humanistes. Au contraire, ce mouvement puise ses origines dans le royalisme et les tendances les plus réactionnaires de la société française. Ce n'est donc pas un hasard si, en 1940, le régime du maréchal Pétain s'est appuyé sur cette tradition pour asseoir son projet politique : *« Le projet culturel dominant de Vichy prône (…) le retour à une France du folklore et des traditions, cadre dans lequel s'intègre parfaitement le renouveau des provinces et qui s'illustre autant par la glorification du poète Frédéric Mistral que par la place accordée à l'Académie des jeux floraux de Toulouse ou par un soutien, certes mesuré, au renouveau des parlers régionaux. »*[*6]. A cette période, *« Dans l'ensemble, les régionalistes se sont comportés comme des gens très "français" sur les questions politiques : en 1940, ils sont pétainistes ; en 1944, ils sont gaullistes ou communistes parce que tout le monde l'est. »*[*7]. Ce faisant, *« Les occitanistes et les félibres, toutes tendances confondues, de droite et de gauche, ont tous traversé la période sans encombre. »* Ils ont su repeindre leurs institutions aux couleurs « politiquement correctes » de chaque époque. En voici un exemple : *« L'Institut d'Etudes Occitanes affiche dans ses statuts qu'il est né de la Résistance mais, comme résistants en son sein, à part Comproux, il n'y en a pas beaucoup... Toute la génération des années 1950 et 1960 à marché à fond dans le fait que l'IEO était constitué d'occitanistes qui sortaient des maquis... Non ! Ces gens avaient d'abord été pétainistes et puis étaient retombés sur leurs pattes, comme tout le monde. Rien que de très banal ! Il n'y a pas plus français que le mouvement occitan. »*[*8]. Aussi, pas plus que les institutions et mouvements politiques français, le mouvement occitaniste ne s'est remis en question à la Libération. Le courant traditionnaliste, réactionnaire, pro-vichyste a simplement laissé le devant de la scène à des courants allant, suivant les époques, du centre à l'extrême-gauche, tout en continuant à y propager sa « valeur » essentielle : « l'identité ».

Cette notion « d'identité régionale », partagée par tous les occitanistes, permet de comprendre pourquoi leurs autres positions politiques sont finalement contingentes et, pour eux, de peu d'importance. D'où le côté caméléon du mouvement occitaniste, sa capacité à changer d'apparence, à se calquer sur le modèle institutionnel en vigueur. En république il est républicain, sous Vichy il est vichyssois, en monarchie il serait très probablement monarchiste... Il évolue avec facilité dans les milieux d'extrême-gauche, communistes, anti-impérialistes aussi bien que chez les intégristes catholiques et autres amateurs de messes en occitan, tout en s'adaptant au capitalisme le plus violent[*9].

MENARD, CHAMPION DE L'OCCITANISME

Maintenant que l'extrême-droite commence à revenir aux manettes politiques, sans surprise, il ne dénonce pas les liens que celle-ci cherche à tisser habilement avec lui[*10]. Interrogé sur sa vision de l'occitanisme, Ménard, maire FN de Béziers et grand défenseur des calandretas, peut très librement déclarer *« C'est d'abord ma jeunesse et les luttes avec Claude Marti, Yves Rouquette. »*[*11], avant de conclure *« Durant ma campagne j'ai insisté sur ces racines… »*. Lesquelles racines le conduisent à organiser à Béziers des festivités folkloriques mettant à l'honneur la « culture occitane », à financer un centre occitan (le CIRDOC), à demander que, dans le cadre la féria locale occitaniste on *« relance aussi le pèlerinage de la vierge. Et je ne dis pas ça en tant que chrétien »* (et donc, sous-entendu, il le dit en tant qu'occitaniste). Certes, certes, certains courants occitanistes biterrois sont inquiets pour leurs subventions. Mais avouez que Ménard se démène pour mettre en valeur ses « racines » et soutenir l'occitanisme. Quelle énorme différence avec le traitement qu'il réserve aux pauvres, en particuliers maghrébins, de sa ville ! Cette thématique racinaire, sur laquelle repose tout ethno-régionalisme, a également fait les choux-gras du candidat FN aux dernières régionales en LRMP (Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées - nom provisoire de cette région), Louis Aliot. Son slogan était on ne peut plus clair (*« Un homme enraciné »*) et son score fut historique.

Finalement, ce dont on se rend compte, au moins dans la région LRMP c'est que si les patois sont moribonds ou morts, si l'espèce de volapuk qu'est l'occitan unifié ne trouve pas son public, « l'identité régionale », antienne de tous nos régionalistes, cartonne et s'épanouit chez les politiques les plus rétrogrades, et que les autres courants se débattent eux aussi pour essayer d'attraper quelques miettes de ce gâteau empoisonné[*12]. Ainsi, La Dépêche s'est précipitée pour demander que la nouvelle région LRMPP soit baptisée « Occitanie » (au risque de voir fleurir le slogan « L'Occitanie aux occitans ») en avançant, comme argument, l'énorme mensonge selon lequel ce patois serait parlé par des millions de gens et compris par un nombre encore plus grand. Tout juste si La Dépêche ne nous affirme pas qu'on l'enseigne à guichets fermés de Pékin à Vancouver en passant par Sidney ! Pourtant, dans la réalité, à Toulouse comme à Montpellier et autres centres de rayonnement de cet « occitan unifié » cher à La Dépêche, on a beau se promener pendant des mois dans les rues on ne risque pas beaucoup de l'entendre parler[*13] ! C'est tout simplement que le déni de la réalité fait la force des ethno-régionalismes, du moins tant que nous sommes trop peu nombreux à dire « Le roi est nu ».

_1.- L'avancée des sciences a ridiculisé l'utilisation des « gènes » et autres caractéristiques physiques par les théories racistes. C'est pourquoi elles se rabattent maintenant vers des justifications métaphoriques. Rappelons, comme l'affirme la CNT-AIT depuis si longtemps, qu'un être humain n'a pas de racines mais des neurones. Ça fait toute la différence avec les plantes. _2.- L'obligation d'écrire en français les actes publics n'a pas été imposée par les horribles Jacobins mais par le bon roi François Ier par son Ordonnance de Villers-Cotterêts, en l'an de grâce 1539. _3.- Loi Le Chapelier, du nom de ce fondateur du « Club Breton » qui devint ensuite le Club des Jacobins. _4.- L'instruction obligatoire, si elle découle de la Révolution, ne commence à être appliquée qu'après 1882. Encore ne s'impose-t-elle, de cette date jusqu'en 1936, qu'aux enfants de moins de 13 ans. _5.- Voir bibliographie. _6.- Archeia, p. 53 _7.- Idem p 108 _8.- Idem _9.- Autre exemple de caméléon régionaliste : les dernières élections catalanes viennent de se conclure par une alliance entre la gauche indépendantiste dite radicale (CUP : anticapitaliste, antisystème, …) et la bourgeoisie catalane la plus richissime, pro-capitaliste, pro-système de JxS. _10.- Voici quelques années, certains libertaires ont tenté de récuser nos critiques de l'occitanisme en tirant argument du fait que l'extrême-droite, le FN « était le seul parti contre » (et que, donc, l'occitanisme ne pouvait pas être si mal que ça). Les temps ont changé, le FN est maintenant « pour » comme le démontre par la parole et par les actes son sous-marin Ménard et leur argument a fait pschitt. _11.- Le premier est un chanteur occitan très, très à gauche, le deuxième un chroniqueur occitaniste de La Dépêche. Référence de cette interview très occitaniste et très pro-Ménard : « Le blog de l'occitan » sur FR3 Midi-Pyrénées http://france3-regions.blog.francetvinfo.fr/le-blog-de-viure-al-pais-france3/2014/04/18/robert-menard-beziers-et-loccitan.html - 2._ La « gauche » et autres Verts n'ont pas été en reste, autour du thème « notre sud »… -13._ En dehors de quelques milieux ethnicistes très circonscrits, dans lesquels on le prononce le plus souvent avec un accent parisien à mourir de rire.

CORSE :

Avec la dérive identitaire, c'est tout le navire qui chavire

De nos jours, chacun semble ressentir le besoin de revendiquer ses « racines ». Quand Sarkozy revendique ses « racines chrétiennes » devant le petit Jésus, les islamo-fascistes revendiquent les leurs, musulmanes, brandissant le prophète Mahomet. Pendant ce temps-là, les revendications identitaires nationales, ethno-régionales et locales progressent un peu partout, enfonçant tous les jours l'Europe dans le communautarisme. Les conséquences sont graves et diverses dans la vie de tous les jours. Les choses vont très vite, augurant d'une période trouble à venir et rappelant des moments particulièrement douloureux de l'histoire. Car les revendications identitaires, qu'elles soient religieuses, nationales ou ethno-régionales, finissent toujours par entraîner des violences graves, qui oscillent tour à tour, entre mépris de l'autre, ratonnades, pogroms et attentats.

Dans la chronologie de l'année 2015, trois faits majeurs relèvent de cette dérive identitaire. Janvier : assassinat de l'équipe de Charlie Hebdo et de clients et personnels d'un Hyper-Casher. Novembre : attentats de masse à Paris. Décembre : élections régionales, avec trois résultats marquants. Un, habituel, la non-participation d'une moitié des électeurs potentiels*1. Un deuxième résultat qui est en train de devenir habituel, la montée et le renforcement du Front national. Enfin, un résultat tout nouveau : la prise d'une région par des nationalistes régionaux. Et, là, ça n'a pas traîné. Le résultat de l'élection, accueilli par des salves de coups de fusil*2, a presque immédiatement donné lieu à une bouffée de violence raciste*3.

LE NATIONALISME C'EST LA VIOLENCE : L'EXEMPLE CORSE

En Corse on a suivi l'adage « *Tous les prétextes sont bons* », et on a saisi le premier incident qui s'est présenté pour exprimer sa haine d'un étranger déjà bien maltraité alors qu'il exécute les tâches que les Corses eux-mêmes refusent de faire… un classique me direz-vous.

Le 25 décembre dernier, suite à l'agression de deux pompiers et d'un policier dans un quartier populaire d'Ajaccio, 600 Corses ont manifesté plusieurs jours, officiellement pour protester contre ces agressions, en fait, surtout contre « les arabes » en général. Les manifs ont été rythmées par des slogans ne laissant aucun doute sur les intentions des participants : *« Tuons-les »*, *« On est chez nous »* ou encore *« Arabi fora »* (*« Les Arabes dehors »* en parler Corse). Le cortège raciste s'est dirigé vers la petite cité où s'étaient déroulés les faits et, du moins le premier jour, l'a pratiquement occupée. Sous prétexte de trouver les auteurs de l'agression, les manifestants ont saccagé une mosquée et un kébab sous les yeux des forces de police. Ces faits (menaces de mort, destruction de biens) quoique lourds, faisant écho à ceux qui ont eu lieu en Bretagne ou à Calais, n'ont donné lieu, à ce jour, à aucune poursuite. En plein état d'urgence, alors que des dizaines de personnes ont été assignées à résidence, perquisitionnées simplement parce qu'elles avaient antérieurement participé à des manifestations écolos ou zadistes, en Corse, les nationalistes ont tout à fait le droit de manifester leur haine raciste et de casser ce qu'ils veulent en toute tranquillité.

Ces manifestations de racisme et de xénophobie ne sortent pas de nulle part, elles sont liées à la revendication nationaliste. Représentant 25 % du corps électoral*4, les deux présidents*5 se sont permis, d'imposer de facto une « officialisation » de la nation Corse en prononçant leur discours dans le parler du cru et en martelant, qu'il s'agissait pour eux de *« (…) faire parler la Corse d'une seule voix »*. Une seule voix pour tout un « pays » ? Une phrase bien courte mais qui en dit très long !

Ce coup de force n'a été que mollement commenté par

le gouvernement et la classe politique (quand certains, comme les écolos par exemple, ne soutenaient pas carrément la revendication nationaliste). Or, bien plus que les agressions envers les pompiers et policiers, c'est bien cette affirmation nationaliste qui a été le déclencheur des violences anti-arabes. Car certains Corses ont pris au mot leurs présidents et ont mis en pratique, alliant les actes à la parole, leur slogan : *« La Corse appartient à tous les Corses »* écho à *« La France aux Français »* des nationalistes français. Et la conséquence, c'est qu'il faut bouter l'étranger hors du sol national (enfin, en en gardant assez pour les besognes pénibles…).

Ces faits montrent, si besoin était, que le régionalisme même lorsqu'il se cache derrière un sympathique folklore, n'a rien d'inoffensif ni d'innocent. En jouer afin d'asseoir son pouvoir est très dangereux. Partout en France et dans le monde, les liens entre les régionalistes/nationalistes et les groupes mafieux/fascistes/d'extrême droite sont très étroits ; ils ont les mêmes intérêts et revendications et usent des mêmes méthodes violentes. Ils ont aussi en commun d'être grassement subventionnés par les instances européennes, par l'Etat national (dont une des devises préférée est « *Diviser pour régner* ») sans oublier les collectivités territoriales.

_1.- Au deuxième tour, pour l'ensemble du pays : 41,59 % d'abstention, 2 à 4 % de votes blancs ou nuls auxquels il faut ajouter environ 3 millions de non inscrits, soit un peu plus de 6 % du corps électoral. _2.- *« Toute la nuit, chants corses et coups de fusil ont résonné dans les rues de Bastia, Ajaccio ou encore Corte. »* France 3, 15 décembre 2015 _3.- Ce n'est pas le seul endroit. Les agressions racistes ou religieuses se répandent sur le territoire mais certaines attirent plus que d'autres l'attention. Notons que si en Bretagne c'est le PS qui a gagné la région, dans la rue il en est tout autrement. La première manifestation xénophobe violente qui a eu lieu en France après les attentats de novembre est apparue à Pontivy, organisée par le mouvement Adsav (c'est-à-dire « renaissance » en breton). Il n'y a pas de hasard. La Bretagne – et Pontivy en particulier - est un des lieux ou l'ethno-régionalisme est le plus fort. _4.- La liste Siméoni-Talamoni n'a obtenu que 35,34 % des suffrages exprimés (soit très légèrement moins qu'en 2010 ou elle faisait 35,73). La Corse étant la région où l'on vote le plus, il n'y a eu que 32,97 % d'abstention. Au total, La liste nationaliste représente donc 24,74 % du corps électoral. Elle doit son arrivée au pouvoir à la « prime » de 9 élus attribuée à la liste majoritaire. _5.- Du fait de son statut particulier. Gilles Simeoni est président de l'exécutif et Jean-Guy Talamoni de l'assemblée.

N'« *Imagine* » même pas !

En Corse, c'est connu, on aime chanter. Mais pas tout. Pas « Imagine », par exemple. Figurez-vous qu'à Prunelli-di-Fiumorbu, sympathique village de 3 400 habitants, deux institutrices (des « continentales » sans doute) n'avaient rien trouvé de mieux que de vouloir faire chanter le tube de Lennon à la fête de l'école, le 26 juin 2015, en cinq langues, celles parlées par des élèves de leurs classes : français, corse, espagnol, anglais et… arabe. Faire chanter un couplet en arabe à des élèves corses ? Crime de lèse-majesté ! D'où pressions et menaces contre les enseignantes qui ont du, face à l'ampleur de la vague raciste, annuler purement et simplement la fête de l'école par crainte d'agressions graves. Elles ont déposé des plaines, sans suite (personne ne doit connaitre les coupables, dans un village de 3 400 bonnes âmes). Quelques mois après, aux régionales, qui est arrivé en tête ? La liste indépendantiste, raflant 48,61 % des voix, un de ses meilleurs scores.

En Corse, on aime chanter. Et des fois, on chante n'importe quoi. Le « *Dio vi salve Régina* » (« Que Dieu sauve la Vierge »), par exemple. Lors de la première session de l'Assemblée de Corse, cette chanson catholique (qui n'a jamais été un hymne régional) a été entonnée par les élus, tous debout en marque de respect.

Indications Bibliographiques

SUR LES RAPPORTS NATIONALISME/CULTURE

« Nationalisme et Culture » est le fruit d'un long et patient travail de Rudolf ROCKER (1873-1958), qui fut le rédacteur de la *« Déclaration de principes de l'AIT »* reconstituée en 1923. La première édition de *« Nationalisme et Culture »*, publiée en anglais en 1937, fut saluée comme une œuvre importante par Thomas Mann, Bertrand Russel et Albert Einstein. Il a fallu attendre 2008 pour qu'en paraisse une édition française grâce la volonté des Editions Libertaires et CNT-RP (Vignoles). Qu'ils en soient remerciés.

« Nationalisme et Culture » (672 pages) peut être commandé chez votre libraire (référence ISBN : 978-2-914980-69-2) ou aux Editions Libertaires, 35 allée de l'Angle Chaucre, 17 190 Saint-Georges-d'Oléron au tarif de 20 € + 3,85 € de frais de port.

SUR L'OCCITANISME

« Vichy Etat occitan », in *« Revue Arkheia – Histoire, mémoire du vingtième siècle en Sud-Ouest »*, numéros n°14-15-16 (années 2004/2005), 123 pages. Disponible sur le site : arkheia-revue.org

Revue très complète analysant les liens entre les milieux occitanistes et le régime du maréchal Pétain pendant la collaboration. Des articles portent sur des sujets aussi divers que *« Révolution nationale et folklore occitan à Montauban »* ou *« Pourquoi Vichy a interdit le rugby à XIII ? »*. A noter la retranscription d'une table ronde très instructive avec plusieurs historiens de la période.

SUR LA BRETAGNE

Deux ouvrages remarquables :
- Françoise Morvan, *Le monde comme si – nationalisme et dérive identitaire en Bretagne*, Actes Sud.
- Jean-Marie Déguignet, *Mémoires d'un paysan Bas-Breton*. Diverses éditions papier disponibles ainsi que des versions électroniques (Gallica BNF, Wikisource).

DEBATTRE, OUI MAIS COMMENT ?

« Alors qu'aujourd'hui, dans nos milieux, certains remettent en cause la liberté d'expression et la liberté de pensée […] nous affirmons au contraire que seule la libre discussion, l'échange d'idées pourra soit acter, sur des arguments solides, des différences qui auront leur raison d'être, soit, nous l'espérons, améliorer l'inter-compréhension, conduire à des regroupements sur des positions claires, faire émerger collectivement de nouvelles positions. » écrivions-nous dans l'éditorial de notre n°144. Pour donner suite à cette volonté, nous lançons ci-dessous un appel à contribution sur un thème qui nous semble central et nous présentons deux outils d'échange très différents entre eux, mais d'un grand intérêt tous deux.

APPEL À CONTRIBUTION

PARLER DES LUMIÈRES

Que la terreur djihadiste n'ait rien à voir avec la religion en tant que telle, mais avec la manipulation politique des sentiments religieux, qu'il faille donc au contraire prudemment distinguer religion et politique, c'est la musique qu'on entend tous les jours depuis novembre, et qui justifiait déjà après Charlie Hebdo tous les discours qui s'étaient mis à chercher la limite entre la liberté d'expression des uns et la liberté d'opinion des autres. La condamnation de la violence se trouvait alors aussitôt pondérée par le fameux « Mais » : un « Mais » soi-disant prudent et rationnel, qui conduit fatalement à la légitimation de tous les fanatismes, parce qu'il refuse d'en faire l'analyse. Ce « Mais », qui voulait pointer la responsabilité de ceux qui ne respecteraient pas l'« opinion » des autres, est un « Mais » qui tue, nous en avions fait l'analyse à l'époque.

Alors que le massacre de novembre aurait dû rendre cette relativisation criminelle totalement obsolète, on refuse encore, sous le même prétexte, d'affronter la réalité du fanatisme religieux, la réalité d'institutions religieuses qui ont toujours eu tout à voir avec la manipulation politique des esprits dans un but politique, et on a le même relativisme culturel « respectueux », qui crache en réalité au visage de tous ceux qui veulent se libérer du pouvoir religieux, là où ses intentions et ses moyens ne font aucun mystère.

Dans la même veine, s'installent dans les milieux militants certaines habitudes qui, croyant remédier à la désignation et discrimination des dominés, continuent d'opposer telle communauté à telle autre (femmes, « non-blancs », homosexuels...), en s'occupant des problèmes qui seraient spécifiques à chacun, faisant passer la lutte des classes au second plan. La libération de la parole pour chacun de ces groupes devrait alors passer par l'exclusion de tous les autres, par avance suspectés de reproduire les schémas de domination contre lesquels il s'agit de lutter. Cette fragmentation des luttes sociales, qui nous vient de la très confuse mentalité post-moderne, aura fatalement pour conséquence de rendre incohérent et inefficace tout mouvement social qui voudrait réellement déstabiliser le pouvoir.

Au contraire, le véritable antiracisme ne peut pas se contenter de dire que les communautés devraient s'aimer les unes les autres, ou qu'il faudrait favoriser la parole des communautés en tant que telles, mais il doit être l'affirmation sans ambiguïté de la solidarité des exploités, au regard de laquelle il n'existe pas de communautés. Rendre efficace cette solidarité, c'est la réponse que les anarchosyndicalistes veulent opposer à tous ceux dont l'intérêt consiste à faire en sorte que des dominés se retournent contre d'autres dominés.

Ainsi peu de personnes semblent voir qu'au retour en arrière moyenâgeux de religions de plus en plus conquérantes, correspond l'oubli de ce qui avait toujours historiquement fondé la culture socialiste révolutionnaire : la critique de toutes les illusions qui servent à masquer la lutte des classes.

D'où provient cet aveuglement ? Cette question, le groupe de réflexion que nous sommes veut l'ouvrir à la discussion. Il nous est apparu que tous ces enjeux culturels, sociaux, politiques, historiques, se cristallisent aujourd'hui tout particulièrement dans le rejet de l'esprit des Lumières, que l'on voit s'exprimer très explicitement et se répandre dans l'opinion commune, y compris et peut-être surtout, en tout cas le plus gravement, à gauche.

Ce qui motive la condamnation de la philosophie du XVIIIe siècle, c'est précisément cette même idée selon laquelle la visée universelle, humaniste, du bonheur et de la liberté, relèverait d'une mentalité européenne colonialiste parce qu'elle nie la diversité et la relativité des groupements humains. Ce qui selon nous fait obstacle à l'analyse des phénomènes sociaux actuels, trouve donc à s'étayer sur ce rejet des Lumières, et ce n'est pas un hasard si le post-modernisme s'est justement fait une spécialité de la « déconstruction » du rationnalisme européen.

Mais ce qui définit l'esprit des Lumières, réaffirmons-le, ce sont les mots d'humanisme, d'émancipation, de progrès moral, de raison, de libre volonté, d'autonomie. Nous nous en réclamons, et lançons auprès des lecteurs d'*Anarchosyndicalisme !* cet appel à contribution sur le thème des Lumières, qui doit servir à l'analyse du pourrissement actuel des débats autour des luttes pour l'émancipation, et à la construction d'un contre-discours efficace.

Chaque contribution est la bienvenue. Adressez-vous au journal.

« NI PATRIE, NI FRONTIÈRES »

« Pour un bulletin de traduction » ; c'est ainsi qu'en 2002 Yves Coleman qualifiait la revue *« Ni patrie, ni frontières »* qu'il venait de créer après avoir fait, pour le mouvement révolutionnaire en général, le constat que nous faisons pour le mouvement libertaire : des groupes enfermés dans leurs certitudes, certains de posséder la vérité, n'admettant de ce fait aucune critique et refusant tout débat.

La revue se veut donc un outil au service de cette tâche si difficile : faire dialoguer ceux qui ne veulent pas dialoguer et, puisque le débat physique est impossible, Y. Coleman a fait le choix de faire débattre les textes, de les met-

tre en résonance. Chaque numéro de NPNF est construit autour d'un thème généralement très polémique (l'antisémitisme, le nationalisme, le racisme, le féminisme, la religion,...), quelques numéros de la revue ont été consacrés à la dénonciation de ce que l'auteur appelle *« Nos tares politiques »* (social patriotisme de gauche, antisémitisme de gauche, post-modernisme…).

Les textes proviennent soit du vieux fond du mouvement ouvrier (et ce n'est pas l'un des moindres mérites de la revue que de remettre en lumière des auteurs perdus de vue tels Emma Goldman, Voltairine de Cleyre, etc.), soit de contributions actuelles d'un spectre assez large de militants ou de groupes révolutionnaires (tracts, interviews, articles, etc.). Le lecteur a donc à sa disposition des textes, présentant des points de vue différents, souvent même contradictoires, sur chaque sujet. Ainsi mis en correspondance, s'interrogeant et se répondant le uns aux autres, les textes prennent une autre dimension et le sens critique des lecteurs est affûté. Tout ce qui est discours automatique, verbiage, recettes toutes faites, apparaît en plein jour et Y. Coleman ne se prive pas de les commenter, parfois avec une pointe d'acidité, ce qui, pour le plus grand plaisir du lecteur, donne lieu parfois à de belles polémiques.

C'est dans cet esprit que le dernier numéro de la revue intitulé *« Premiers questionnements sur les causes immédiates et lointaines des massacres du 13 novembre 2015 »* aborde la question de l'islam politique et du terrorisme jihadiste. Une première partie, constituée de textes écrits entre 2001 et 2015 par des auteurs iraniens, français et anglais, ouvre des pistes pour comprendre à la fois la situation internationale depuis le 11 septembre 2001 et la signification de la montée de l'islam politique. La deuxième partie est constituée de textes écrits après les massacres du 13 novembre 2015, textes présentant des points de vue très différents voire carrément opposés. Certains cachent leur vacuité, l'impuissance à expliquer les faits des théories derrières lesquelles ils s'abritent, en utilisant un langage quelque peu ésotérique.

Ils illustrent combien, comme l'écrit Y. Coleman, l'idéal serait que nous arrivions un jour, à sortir des discours automatiques de l'extrême-gauche, de l'ultragauche ou du mouvement libertaire, à pouvoir parler enfin un langage compréhensible par toutes et tous et à fixer des perspectives concrètes pour tous les exploités. Pas simplement des discours ronflants ou des appels abstraits à la « guerre de classe ».

Pour cela un débat long et approfondi s'impose… Du moins à celles et ceux qui ne se sont pas délibérément emmurés dans leurs certitudes marxistes, anarchistes, ultragauches, etc., et qui préfèrent les dialogues, fussent-ils vifs entre camarades, aux monologues empreints de suffisance et d'autosatisfaction.

NI PATRIE NI FRONTIERE, N°52-53, 299 PAGES, 12 EUROS
DISPONIBLE AUPRÈS DU JOURNAL.
EN SAVOIR PLUS : WWW.MONDIALISME.ORG
OU : YVESCOLEMAN@WANADOO.FR

FORUM ANARCHISTE

Tonalité bien différente que celle du *« Forum anarchiste »*. Depuis 2009, date de sa création, c'est un espace virtuel de rencontre et de débat entre anarchistes, ouvert à toute personne intéressée par l'anarchisme*1. Qu'y trouve-t-on ? Beaucoup de choses, et des choses très diverses, puisque chaque participant peut non seulement alimenter les différentes rubriques mais aussi en ouvrir, ce qui explique que, de l'origine à ce jour, 8 111 sujets ont été abordés et 154 298 messages publiés.

L'actualité tient, légitimement, une assez grande place dans ce forum, parfois avec des questions qui « dérangent », qui peuvent être « politiquement incorrectes » (en ce moment, par exemple, la rubrique *« Silence militant autour des viols de masse en Allemagne »*). On y débat aussi de nombreuses questions de fond relativement récentes (*« L'islamophobie, un concept bien fumeux ! »*, *« Le conspirationnisme en question »*) ou anciennes, mais qui méritent d'être revisitées (*« La lutte des classes »*). De nombreuses rubriques concernent directement le mouvement libertaire, sous toutes ses coutures (*« Elysée Reclus, l'évolution, la révolution et l'idéal anarchique »*, *« A propos des anarchistes dans la résistance »*, *« Le CSR est-il anti-anarchiste ? »*, *« Conseillisme vs Anarchisme »*…) ainsi que les questions internationales (*« Révolution Syrienne »*, *« Tunisie »*,…). Il y a des rubriques plus scientifiques (*« Darwin, Marx, Spencer et Kropotkine »*, *« La zététique, bon outil contre l'obscurantisme »*), mais aussi… des rubriques musicales (*« Vous écoutez quoi en ce moment ? »*…) et même une… culinaire (*« Aimez-vous… manger ? »*).

Le *« Forum anarchiste »* est avant tout… un forum. Il ne faut donc pas s'étonner que les sujets n'y soient pas toujours traités complètement (libre à chacun de compléter !), ni que les contributions soient de niveau très inégal, éventuellement un peu décousues, ni encore que certains participant « s'énervent » parfois. De temps en temps, même, quelque troll*2 s'infiltre (certains sont même devenus célèbres, tant ils ont été pénibles), mais, c'est un peu la loi du genre, le Forum étant très ouvert, sans modération *a priori*. Cela dit, par rapport aux autres forums du même genre, il est vivant, il connaît de vrais débats et on peut même y avoir d'excellentes surprises : publication de textes peu trouvables ailleurs, questionnements que l'on ne se serait pas faits tout seul, échanges intéressants,…

J'avoue avec plaisir que, personnellement, j'y découvre pas mal d'informations que je ne serais pas allé chercher de moi-même et, mieux, que j'ai été, plusieurs fois, obligé d'approfondir ma réflexion, de la faire évoluer, pour participer aux rubriques qui m'intéressaient.

Aussi, je ne peux que conseiller à tout lecteur d'*Anarchosyndicalisme !* de jeter de temps en temps un œil sur le *« Forum anarchiste »*, et, s'il est d'humeur à le faire, d'y contribuer.

_1.- Pour les lecteurs peu habitués à internet : il suffit de taper *« Forum anarchiste »* sur un moteur de recherches pour y accéder. _2.- En argot internet, le *« troll »* est une personne qui participe à un débat dans le but de le perturber, de créer artificiellement des controverses, des conflits. Le trollage regroupe les techniques consistant à empêcher le bon fonctionnement d'un forum de discussion sur Internet, par exemple en faisant des provocations, en insultant les autres, en leur prêtant des propos qu'ils n'ont jamais tenus, en remplissant des pages et des pages, en envoyant des messages peu compréhensibles… (d'après Wikipédia).

LES RESULTATS LOGIQUES DU CAPITALISME

Chaque année, Oxfam, confédération de 17 organisations indépendantes, analyse le « Global wealth databook » (annuaire de la richesse mondiale) réalisé par le Crédit Suisse à partir d'enquêtes menées par cette banque et du recueil qu'elle fait des principaux indicateurs disponibles pays par pays (statistiques nationales sur les patrimoines et leur répartition…) ainsi que d'autres documents comme les listes publiées régulièrement par le magazine américain spécialisé Forbes (listes d'entreprises les plus performantes, listes de milliardaires…).

Le principal enseignement que l'on retire de ces donné est que les disparités, au niveau mondial, augmentent de manière vertigineuse.

Ainsi, en 2009, les 1 % des habitants les plus riches de la planète possédaient 44 % du patrimoine mondial. En 2014, ce même 1 % disposait de 48 % de ce patrimoine (et donc, en seulement 5 ans, l'a augmenté de 4 % de la richesse mondiale). En 2016, cette minorité accaparera la moitié des richesses du globe. Ce 1 % possédera donc l'équivalent de ce que se répartiront (eux-mêmes inégalitairement) les autres 99 % habitants de la planète (dont le patrimoine, inversement, a chuté dans la même période de 56 à 52 puis à 50 %).

Si l'on s'intéresse aux plus fortunés, la disproportion est encore plus abyssale.

Ainsi, il y a à peine cinq ans (2010), les 80 individus les plus riches de la planète possédaient 1 300 milliards de dollars. En 2014, leur fortune cumulée était de 1 900 milliards de dollars, (soit une augmentation de 600 milliards de dollars en seulement 4 ans). Fin 2015, les richesses de ces 80 individus étaient devenues équivalentes à celles détenues par les 50 % les moins bien lotis de la population mondiale. Autrement dit, 3,5 milliards de personnes se partagent les mêmes richesses que 80.

Rien ne peut justifier de si monstrueuses disproportions. Mais il est facile de les expliquer : ce résultat est celui de tout un système, le capitalisme, dans lequel la classe dominante exploite sans vergogne à la fois les humains et le milieu ambiant.

Les anarchosyndicalistes savent depuis toujours que l'Etat est au service des capitalistes. L'analyse d'Oxfam vient corroborer ce fait, en apportant un éclairage pertinent sur un des aspects du fonctionnement du système, le lobbying. Oxfam rapporte, que chaque année, les groupes de pression issus du secteur de la finance dépensent quelque 150 millions de dollars à destination des institutions de l'Union Européenne. Un des autres secteurs les plus « rentables » (sur le dos des malades), celui de la pharmacie et des soins de santé, en dépense de son côté au moins 50 (pour la même chose). Ce que font les groupes de pression capitalistes au niveau de l'Union Européenne, ils le font bien entendu également au niveau des Etats, en particulier des Etats-Unis (avec des sommes encore plus fabuleuses).

Le terme lobbying est un euphémisme pour dire corruption. Corruption intellectuelle au moins (pour ceux qui veulent bien se laisser endormir par les pseudo-argumentaires élaborées par toutes ces officines), corruption matérielle plus ou moins indirecte (embauche d'un parent à un haut niveau,…) bien souvent.

L'objectif de cette corruption auprès des législateurs et détenteurs du pouvoir politique est simple, nous en observons tous les jours les résultats : diminution des droits des travailleurs et augmentation de celui des entreprises.

Les milliards dépensés par les entreprises dans des activités de lobbying-corruption, leur confère en effet un accès direct aux législateurs et aux responsables de l'élaboration des politiques à Washington, à Bruxelles ou à Paris.

Progression en cours ...
1%
99%
3,5 milliards de personnes se partagent autant de richesses que les 80 personnes les plus fortunées.
ERREUR FATALE
du système d'exploitation
Supprimer

Il s'agit donc d'une sorte d'investissement calculé. Les milliards dépensés pour arroser les politiques favorisent le « commerce » et l'exploitation, rendant de plus en plus rentable ce qui rapporte déjà tellement !

Les résultats d'ailleurs ne se font pas attendre, ni pour les uns, ni pour les autres

Les « uns » – par exemple les 39 milliardaires de l'Union Européene ayant des activités et des intérêts dans le secteur de la finance (ils n'étaient que 31 en 2013) – ont connu une augmentation de leur fortune cumulée de 34 milliards de dollars (ce qui leur permet d'atteindre 128 milliards de dollars).

Les « autres », pour les plus malheureux sont condamnés à mourir de faim, de misère, sous les bombes ou à fuir comme ils le peuvent, tandis que les « autres » que nous sommes, ceux des pays « riches », voient leurs droits économiques, sociaux et politiques s'effriter de jour en jour.